

LA POLITIQUE D'AUSTÉRITÉ ET DE DÉSTRUCTURATION, TOUJOURS À L'ŒUVRE DANS LA PSYCHIATRIE FRANÇAISE

La crise sanitaire impose une réorganisation de fonctionnement qui aura des conséquences importantes pour les patient.e.s comme pour les soignant.e.s. Malgré le contexte, le secteur de la psychiatrie, fait à nouveau la démonstration de sa pertinence et de sa capacité d'adaptation toujours au plus près des patients et de leurs besoins.

La psychiatrie témoigne, plus que jamais, de l'importance de la relation humaine dans les dispositifs de soin. Au-delà de la « filière de soins », c'est la relation de confiance avec le patient qui prime, comme le montrent les suivis par téléphone, très appréciés des patient.e.s, dans l'attente de rencontres en face à face. Il en va de même pour les entretiens infirmiers dans les pavillons dont le caractère essentiel s'est particulièrement révélé dans ce contexte de confinement.

Depuis des mois, les professionnel.le.s de la psychiatrie et la CGT dénoncent une politique qui, malgré les promesses gouvernementales, continue d'organiser la casse de ces structures de proximité et plus généralement la baisse de moyens en psychiatrie. Sourd et obstiné, le gouvernement continu, par exemple, avec la fermeture d'un service entier au Vinatier. La CGT s'opposera partout où la crise sanitaire sera utilisée pour fermer des services ou des lits.

Face à la crise et pendant des semaines, les moyens de protection ont cruellement manqué en psychiatrie qui n'a jamais été considérée comme prioritaire. Des professionnel.le.s de la psychiatrie ont été et sont encore exposé.e.s avec des moyens de protection insuffisants. C'est d'autant plus inadmissible que le commerce des masques vient d'être autorisé !

La gestion du déconfinement s'annonce délicate et dangereuse. Faire respecter les règles de distanciation, de prévention et de protection nécessitera des moyens que nous

n'avons pas. Les groupes thérapeutiques sont proscrits, ce qui obligera à réduire les temps de soins pour les patient.e.s ou à démultiplier les temps soignants. Combien de prises en charge ne verront pas le jour après la crise ?

Tous les professionnel.le.s de la psychiatrie sont pleinement impliqué.e.s dans la gestion de cette crise. L'insuffisance chronique de reconnaissance salariale dénoncée par la CGT est maintenant connue de tous. Nous ne faisons pas l'aumône, nous ne nous satisferons pas d'une prime, nous exigeons un salaire décent et digne, une augmentation de 300 € pour toutes et tous ! Dans ce contexte, de nombreuses directions tentent d'imposer une nouvelle gestion du temps de travail. Il est intolérable de faire payer la crise aux agent.e.s et salarié.e.s, la CGT veille et lutte pour faire respecter les droits des professionnel.le.s.

La CGT tient à attirer l'attention sur les agent.e.s des services hospitaliers (ASH) qui voient leur charge de travail augmentée dans des proportions importantes (nettoyage, désinfection).

Face à cette crise, le service public démontre à nouveau qu'il est la réponse adaptée. Seul le statut des fonctionnaires permet de mettre en œuvre la solidarité nécessaire à une telle problématique, les discours de remerciements, les dons, la charité organisée ou pas ne sont pas des réponses dignes de notre démocratie indépendante, autonome et solidaire.

- ➔ NOUS EXIGEONS L'ARRÊT DES SUPPRESSIONS DE LITS, DE SERVICES, ET NOUS OPOSONS À LA MISE EN PLACE D'UNE TARIFICATION DÉGRESSIVE, NOUVELLE MOUTURE MASQUÉE DE LA RÉDUCTION DES LITS.
- ➔ NOUS OPOSONS À L'INSTANCE MANAGÉRIALE QU'EST LA HAS QUI PERVERTI LA NOTION DE QUALITÉ EN L'ASSUJETTISANT À SES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES ET DE FAIT TEND À RÉDUIRE LA PSYCHIATRIE À UNE SUCCESSION DE PROTOCOLES STÉRILES.
- ➔ NOUS EXIGEONS LA SANCTUARISATION ET LA REVALORISATION D'AU MOINS 5 % POUR LES ANNÉES 2020 - 2021 DU BUDGET DE LA PSYCHIATRIE.

